

17 mars 2020

« L'Algérie ne sortira de son archaïsme que si elle met fin aux discriminations envers les femmes »

Cela fait une année que les Algériens investissent les rues par milliers pour revendiquer leurs droits de citoyens et leur désir de construire une Algérie nouvelle. Cette bataille extraordinaire est menée par des femmes et des hommes courageux.

Si les femmes se sont enthousiasmées pour cette révolution et se sont engagées massivement pour le changement de l'Algérie, c'est parce qu'elles subissent doublement l'injustice ; leur liberté est doublement confisquée et leur dignité est doublement bafouée. Elles endurent une fois en tant que peuple les misères de celui-ci et la seconde en tant que femmes. Personne n'ignore leur souffrance lorsqu'elles s'aventurent dans la rue et tout Algérien est capable de se rendre compte lui-même des discriminations que leur inflige le code de la famille. Celui-ci les considère comme des êtres inférieurs et les hommes comme des êtres supérieurs, ce qui n'est ni dans l'intérêt des femmes qui se sentent injustement traitées ni dans celui des hommes qui le vivent mal, car ils ne comprennent pas pourquoi leurs sœurs ou leurs femmes réussissent autant qu'eux ou parfois même mieux s'ils sont réellement supérieurs et si elles sont inférieures.

Depuis 1962, le peuple algérien lutte pour ses droits de citoyen confisqués par le pouvoir. Les femmes, en plus de ce combat, luttent également depuis 1962 pour leurs droits de femmes et de citoyennes. La différence, c'est que le peuple se bat contre l'État seulement alors que les femmes se battent contre l'État et contre les hommes qui ne veulent pas admettre qu'elles puissent avoir les mêmes droits qu'eux.

Tout comme le pouvoir ne veut pas admettre que le peuple soit libre, libre de choisir ses représentants, libre d'exprimer son opinion politique, les hommes ne veulent pas admettre que les femmes soient libres, libres de sortir de chez elles, libres de circuler en sécurité dans la rue, libres de se mettre sur une terrasse de café, libres de s'habiller comme elles veulent. Dans la culture algérienne marquée par le traditionalisme, l'État voit dans la liberté du peuple une désobéissance et les hommes voient dans la liberté des femmes, en plus de la désobéissance, une débauche.

Depuis 1962, les plus ouverts et les plus modernes des hommes répondent aux revendications des femmes : ce n'est pas le moment. Quant aux autres, ils utilisent la violence contre elles pour les faire taire tout comme le pouvoir l'utilise pour réprimer le peuple. Très peu sont ceux qui soutiennent le combat des femmes. Ainsi à Alger, lors des manifestations de ce grand mouvement populaire du 22 février, des femmes ont été par des hommes parce qu'elles militaient pour l'égalité Femmes-Hommes. Les Algériens font les éloges des femmes qui s'engagent tous les vendredis pour le changement de l'Algérie, mais n'aiment pas les femmes qui revendiquent leurs droits. Comment peut-on espérer une Algérie nouvelle si les droits humains sont bafoués ? Car ce que réclament les femmes algériennes n'est rien d'autre que le respect des droits humains.

C'est pour cela que les femmes doivent crier haut et fort aujourd'hui, à l'occasion de ce premier anniversaire de la révolution algérienne en marche : non c'est le moment. C'est le moment que les hommes apprennent à accepter que les femmes soient des êtres humains et des citoyennes à part entière et que la différence de sexe ne justifie aucun privilège social. C'est le moment que l'État cesse de les duper en inscrivant dans toutes les Constitutions, depuis celle de 1963, que les citoyens et les citoyennes sont égaux en droits et devoirs et de maintenir en même temps les lois injustes à l'égard des femmes bien inscrites dans le code de la famille. C'est le moment que l'Algérie sorte de l'archaïsme moral, social et culturel, ce qui ne sera possible que si les discriminations envers les femmes sont abolies et que le principe d'égalité est respecté. Les femmes représentent la moitié de la population. Elles construisent pareillement que les hommes l'avenir de l'Algérie, il n'y a aucune raison que les hommes aient plus de droits qu'elles et cela dans tous les domaines.

Quant à ceux qui parlent au nom de la religion et qui arrivent à convaincre certaines femmes que le statut inférieur qu'on leur impose est une recommandation divine et qu'il n'y a rien à faire que de s'y soumettre, je les invite à lire le Coran pour réaliser que beaucoup de ses versets ne sont pas mis en pratique. Non seulement les musulmans abrogent consciemment ou inconsciemment, les versets ne répondant pas à leur vision de la société et au regard qu'ils portent sur l'autre, mais aussi ne sont pas tous d'accord quant aux versets qu'il faut abroger, ce qui est une preuve que même la question de l'abrogé *nassikh* et de l'abrogeant *manssoukh* est davantage une appréciation personnelle.

L'argument salafiste, selon lequel les musulmans ne peuvent abroger que ce que les premiers musulmans ont abrogé, ne tient pas. L'esclavage et les règles qui le codifient évoquées par au moins 25 versets n'ont été abolis qu'à l'époque contemporaine. Tous les pays musulmans ont, entre le XIXe siècle et le XXe siècle, décidé d'en finir avec cette pratique, au nom de l'égalité de tous les êtres humains. Pourquoi les musulmans abrogent-ils les règles codifiant l'esclavage au nom des droits humains et refusent-ils d'abroger celles qui maintiennent la femme en situation d'infériorité alors qu'elles vont à l'encontre des mêmes droits humains ?

Pour justifier l'impossibilité d'annuler la polygamie, les inégalités successorales, l'autorité masculine (qawama) et beaucoup d'autres règles discriminatoires à l'égard des femmes, le discours religieux affirme que ces règles sont évoquées dans des versets explicites. Pourtant beaucoup de règles qui ont été abrogées sont évoquées elles aussi dans des versets explicites. L'Algérie, comme beaucoup de pays musulmans, ne met pas en pratique par exemple le châtimement de la main coupée dicté dans le verset 38 de la sourate 5, La Table Servie, alors qu'il remplit tous les critères d'un verset explicite tels qu'ils sont désignés par les docteurs de la religion.

Voilà pourquoi les femmes algériennes doivent prendre leur destin en main. Dans quelques jours, ce sera le 8 mars. Cette journée doit être celle d'une protestation des femmes, là où elles sont, pour marquer leur indignation contre l'injustice qu'elles subissent dans leur pays. Elle doit être également une journée de protestation de tous les hommes qui abhorrent les discriminations dont les femmes sont victimes.

Les femmes algériennes ne peuvent pas attendre que le patriarcat reconnaisse leurs droits. Elles ne doivent pas attendre que la révolution aboutisse et que les revendications du peuple soient réalisées pour penser aux leurs. Leurs revendications font partie de celles du peuple et l'Algérie nouvelle est impossible sans l'émancipation de la femme ni l'égalité des sexes. Si l'État a pu violer la Constitution algérienne à sa guise, c'est parce que les Algériens ont

accepté qu'il la viole au sujet des droits des femmes. C'est pour cela que le combat des femmes pour leurs droits est dans le fond également un combat pour les droits des hommes.

Les femmes algériennes représentent la moitié de la société, elles participent avec leurs efforts et leur intelligence à la construction de leur pays, il n'y a aucune raison qu'elles soient des citoyennes de seconde zone. C'est pour cela que la journée internationale pour les droits des femmes doit être une occasion pour exprimer leur indignation, y compris au sein de leurs foyers, pour alerter tous les Algériens quant aux préjudices et l'injustice qu'on leur inflige, pour exiger le respect de leurs droits, et ceux de toutes les femmes, au nom du principe d'égalité y compris l'égalité devant le droit d'être libres.

Razika Adnani